



BRÈVES ÉCONOMIQUES

Afrique de l'Est

Une publication du SER de Nairobi
Semaine du 05 août 2024

Régional

Parution de l'indice d'ouverture des visas pour l'Afrique en 2023

L'indice d'ouverture des visas pour l'Afrique (AVOI) mesure le degré d'ouverture des pays africains aux visiteurs d'autres pays africains depuis 2016. Les scores de l'AVOI vont de 0, les pays ayant les politiques de visa les plus restrictives, à 1, les pays les plus accueillants (*visa free*). En 2023, 9 pays de l'Afrique de l'Est et de l'Océan Indien (AEOI), le Rwanda, les Seychelles, Maurice, le Burundi, les Comores, Djibouti, Madagascar, l'Éthiopie et la Tanzanie font partie des 20 premiers pays du classement AVOI tandis que le Soudan du Sud, l'Érythrée et le Soudan font partie des 5 pays aux scores les plus faibles. Entre 2016 et 2023, 36 pays ont amélioré leur score, l'Éthiopie enregistrant la plus forte progression (+0,71). À noter que 5 des 24 pays ayant mis en place les e-visa font partie de la zone AEOI, à la fois plus ergonomiques pour les voyageurs et pour le suivi statistique et moins coûteux. La Communauté d'Afrique de l'Est (CAE) obtient le deuxième taux de réciprocité en matière de visa s'élève à 71 %, derrière la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (97 %).

Burundi

La Banque Centrale du Burundi s'engage dans la modernisation de la surveillance de systèmes et des moyens de paiement

La Banque Centrale du Burundi (BRB) a investi dans une nouvelle fonction de surveillance des systèmes de paiement en s'appuyant sur des technologies permettant de réaliser plus rapidement les opérations et de mieux détecter et corriger les erreurs. L'objectif principal est d'accroître les transactions interbancaires, améliorer le taux de bancarisation et augmenter l'utilisation de moyens de paiement électroniques. Une telle innovation permettra de réduire l'utilisation de monnaie fiduciaire tout en réduisant les risques de perturbations systémiques du secteur financier. Le faible niveau d'accès à internet haut débit au Burundi pose néanmoins la question de la capacité de mise en œuvre des réformes de la BRB. La BRB a prévu de fixer le prix des services financiers par les opérateurs des systèmes de paiement et de travailler en collaboration avec des institutions et

des opérateurs de télécommunications pour assurer une bonne couverture internet.

Comores

Approbation d'un financement de 135 MUSD à l'Union des Comores par le Fonds africain de développement dans le secteur maritime

Le Conseil d'administration de la Banque africaine de développement a approuvé, vendredi 19 juillet à Abidjan, un financement total de 135 MUSD au bénéfice de l'Union des Comores. Le Projet d'aménagement d'un corridor maritime et de facilitation du commerce régional (PACMFCR) permettra l'extension et la modernisation de deux ports essentiels au développement économique des îles de l'Union des Comores (Moroni et Boingoma) ainsi que la mise en place d'une zone économique spéciale (ZES). Le projet est financé à travers un premier don de près de 133 MUSD du Fonds africain de développement (FAD), et à un deuxième don de 2 MUSD de la Facilité d'appui à la transition (FAT). Le projet vise à améliorer la connectivité nationale et internationale des Comores à travers la mise à niveau des infrastructures portuaires, la promotion de l'intégration régionale et la création d'un écosystème favorable au développement de chaînes de valeur. Le projet sera cofinancé par plusieurs institutions (la BEI, la Banque mondiale, la Banque Islamique de Développement et l'AFD).

Ethiopie

Après 16 mois de négociation, le FMI approuve un programme de 3,4 Md USD au titre de la Facilité Elargie de Crédit

Près de 16 mois après l'octroi d'un mandat pour la négociation d'un programme, le Conseil d'administration du FMI a approuvé le 29 juillet un accord de 2,56 Md DTS (3,4 Md USD) sur quatre ans au titre de la Facilité Elargie de Crédit en faveur de l'Ethiopie. Cette décision a entraîné le décaissement immédiat de 766,7 DTS (1 Md USD). Complété par l'approbation, le 30 juillet, d'un soutien budgétaire (DPO) de 1,5 Md USD (1 Md USD de subvention et 500 MUSD de prêt concessionnel) de la Banque mondiale décaissé immédiatement, cet important paquet financier doit soutenir entre autres la mise en œuvre du programme de réformes économiques éthiopiennes (*HomeGrown Economic Reforms 2.0*). Parmi les principales envisagées figurent: i) la dévaluation et la libéralisation du change pour remédier aux déséquilibres extérieurs et aux pénuries de devises; ii) la modernisation de la politique monétaire pour lutter contre l'inflation; iii) la mobilisation accrue des ressources domestiques; iv) la réforme des entreprises publiques et v) le rétablissement de la viabilité de la dette. Le soutien de la Banque mondiale vise à atténuer les impacts sociaux de la dévaluation et des réformes en renforçant les filets sociaux et maintenant les subventions sur les produits de première nécessité. Le processus de restructuration de la dette externe via le Cadre commun du G20, rendu possible par l'approbation du programme FMI, devrait par ailleurs soulager un besoin de financement de 3,5 Md USD pour l'Ethiopie sur la durée du programme.

Libéralisation et dépréciation du birr éthiopien dans le cadre de l'accord avec le FMI

L'Éthiopie a mis en exécution le 29 juillet une réforme radicale de son régime de change, conformément aux engagements pris auprès du FMI. Cette réforme s'est immédiatement matérialisée par une dépréciation massive, et très probablement durable, de la valeur du birr. La Banque centrale (NBE) a publié lundi 29 juillet une directive prévoyant le libre-échange de devises entre les opérateurs de marché (banques et agents de change), tout en réduisant les restrictions d'utilisation et d'accès aux devises. Les exportateurs peuvent à présent conserver 50 % de leurs revenus en devises sur un compte de rétention, contre 40 % auparavant. Les 50 % qu'ils doivent convertir iront aux banques commerciales et non plus à la Banque centrale. Le birr s'est déprécié de plus de 98 % sur une semaine, passant de 62,8 ETB pour 1 EUR à 124,5 au 07 août et devrait être flottant par la suite. L'objectif de la libéralisation du change est d'éradiquer le marché parallèle et faciliter l'accès aux devises pour les importateurs. Cependant, la population n'aurait toujours pas eu accès aux devises, les banques ne les ayant pas reçus de la NBE. La vente aux enchères des devises étrangères a été annoncée le 06 août par cette dernière avec la soumission des offres par les banques commerciales attendue pour le 07 août.

Nouvelle hausse marquée des résultats d'*Ethiopian Airlines*

La compagnie aérienne éthiopienne a annoncé un chiffre d'affaires de 7 Md USD pour l'année fiscale 23/24, terminée début juillet, soit une hausse de 14 % par rapport à l'année précédente. Le nombre d'heures de vol a connu une progression de 19 %. Le nombre de villes desservies à l'international a été porté à 139 et le nombre de destinations domestiques à 22. Parmi les 17,1 millions de passagers enregistrés (+23 %), 13,4 millions étaient internationaux et 3,7 millions domestiques. Ce segment, en hausse d'1 million, a été particulièrement dynamique et le CEO Mesfin Tasew a annoncé l'aboutissement de la construction de cinq nouveaux aéroports domestiques pour l'année fiscale qui débute. Le groupe table sur un objectif de 20 millions de passagers transportés pour l'année 24/25.

Kenya

Fitch abaisse la note du Kenya à « B – » avec une perspective stable

La note d'émission à long terme du Kenya en devises étrangères a été abaissée à « B – » suite aux incertitudes politiques et économiques engendrées par le retrait du projet de loi de finance par le gouvernement en juillet dernier face aux manifestations de la population. *Fitch* voit un renchérissement de l'emprunt domestique et un risque modérément élevé pour le financement externe dans un contexte de réserves de change inférieures à la médiane "B". *Fitch* prévoit un creusement du déficit budgétaire à 4,7 % FY2024/25, soit 0,5 pt de pourcentage que la trajectoire du gouvernement malgré une révision à la hausse de 0,9 pt de pourcentage, du fait des coûts des dépenses sociales et de l'augmentation du service de la dette mais surtout d'une collecte de revenus inférieure d'1,8 % aux prévisions initiales pour FY2023/24. *Fitch* prévoit que le ratio paiements d'intérêts/recettes du gouvernement atteindra 31,7 % en 2025 (contre 31,5 % en 2024) et 32,8 % en 2026, ce qui est nettement supérieur à la prévision médiane de 12 % pour 2026 pour les pays de la catégorie "B". A noter que la perspective stable reflète le maintien du soutien des créanciers malgré des besoins de financements importants et

croissants, la crédibilité de la politique de la banque centrale du Kenya et la solidité du secteur bancaire.

La Banque centrale du Kenya (CBK) abaisse son taux pour la première fois en 4 ans

Le comité de politique monétaire (MPC) a abaissé le taux de la banque centrale (CBR) de 13,00 % à 12,75 %. Cette décision intervient dans un contexte de baisse de l'inflation et de bonne tenue de l'économie kenyane. L'inflation globale du Kenya a baissé à 4,3 % en juillet 2024, contre 4,6 % en juin, restant ainsi en dessous du point médian de la fourchette cible. En outre, les données du PIB récemment publiées pour le premier trimestre 2024 ont montré une croissance de 5,0 %. Le comité s'attend également à ce que le budget supplémentaire I de l'exercice 2024/25 réduise le déficit budgétaire à 4,3 % du PIB au cours de l'exercice 2024/25, réduisant ainsi les vulnérabilités de la dette. C'est la première fois en quatre ans que la CBK abaisse son taux directeur, offrant ainsi aux emprunteurs un répit dans les coûts de service des prêts après des années de hausse des taux dans un effort pour contenir l'inflation et la dépréciation du shilling. La CBK a abaissé son taux pour la dernière fois en mars 2020, lorsque la pandémie de COVID-19 a eu un impact négatif sur tous les secteurs de l'économie mondiale. Cette baisse devrait réduire le coût des prêts pour les emprunteurs nationaux, dont beaucoup ont du mal à rembourser leurs prêts depuis que la CBK a commencé à augmenter ses taux en juin 2022, dans un contexte de chocs économiques mondiaux.

La Cour d'appel du Kenya a déclaré la loi de finances 2023 inconstitutionnelle

Le 31 juillet 2024, la Cour d'appel du Kenya a déclaré la loi de finances 2023 inconstitutionnelle, en raison d'un processus de participation publique défectueux. Le Président Ruto a signé la loi de finances 2023 en juin de l'année dernière dans le but de générer plus de 2,1 Md USD pour les dépenses de l'État et d'alléger les lourdes charges du service de la dette du Kenya. Mais cette loi contenait de nombreuses taxes nouvelles et accrues sur des produits de base tels que le carburant, les denrées alimentaires et les transferts d'argent mobile, ainsi que la taxe controversée sur le logement. Le projet de loi de finances 2024 et ses dispositions relatives à d'autres augmentations d'impôts visant à collecter 2,7 Md USD de recettes supplémentaires ont déclenché une vague de protestations similaire. En conséquence, le Président Ruto l'a supprimée et a approuvé le *Supplementary Appropriations Bill* après son adoption par l'Assemblée nationale le 31 juillet 2024. Malgré les contraintes budgétaires, la nouvelle loi préserve les dépenses essentielles dans les domaines de l'agriculture, de la santé et de l'éducation. Confronté à la pire crise de sa présidence de près de deux ans, Président Ruto a pris une série de mesures pour tenter d'apaiser les manifestants, notamment la nomination des nouveaux ministres comprenant des membres de l'opposition, qui ont prêté serment le jeudi 8 août 2024.

Madagascar

Cession des parts de la filiale malgache de Société Générale à la BRED Banque Populaire

La Société Générale (SG) a annoncé le 5 août la signature d'un accord portant sur la cession totale des parts qu'elle détient au sein de sa filiale *Société Générale Madagasikara* (SGM, 70 %) à la BRED Banque Populaire. La BRED reprendrait ainsi la totalité des activités opérées par la filiale locale à Madagascar, ainsi que l'intégralité des portefeuilles clients et l'ensemble des collaborateurs de cette entité. Ce projet s'inscrit dans la stratégie de développement de la BRED Banque Populaire à l'international (plan stratégique 2024-2027) et consolide sa présence dans l'Océan Indien (Djibouti, Réunion et Mayotte). Cette transaction aura un impact positif d'environ 2 points de base sur le ratio de CET1 de SG (*Common Equity Tier 1*, mesurant sa solidité financière). La finalisation de la cession est attendue d'ici la fin du premier trimestre 2025, sous réserve du feu vert des autorités financières et réglementaires compétentes.

Maurice

Recette du tourisme en hausse sur les six premiers mois de l'année

Selon le dernier rapport de la Banque de Maurice, le secteur du tourisme a généré 44,4 Md de MUR de recettes au cours du premier semestre 2024, soit une hausse de +6,4 % sur la même période en 2023 (41,7 Md de MUR), +2,7 Md de MUR). Toutefois, une légère baisse a été constatée en juin 2024, avec des revenus de 5,5 Md de MUR (ce chiffre est provisoire et sera ajusté au prochain rapport de la Banque de Maurice) contre 5,9 Md de MUR en juin sur l'année précédente. En 2023, les recettes totales du tourisme étaient de 85,9 Md de MUR. Lors de l'annonce du budget pour la période 2024-2025, le ministre des Finances, de la Planification économique et du Développement, Renganaden Padayachy, avait fixé pour objectif en 2024 d'atteindre 1,4 million de touristes et des recettes de 100 Md de MUR soit une augmentation de +16,4 % par rapport aux recettes de l'année précédente.

Partenariat économique entre Maurice et les Emirats Arabes Unis

Maurice et les Emirats Arabes Unis (EAU) ont signé un accord de partenariat économique global (*Comprehensive Economic Partnership Agreement*) le 22 juillet à Dubaï, visant à créer un environnement propice aux investissements et à l'expansion des entreprises, en encourageant la collaboration dans les domaines du tourisme, de la finance et de la technologie. Cet accord a été signé par Maneesh Gobin, ministre des Affaires étrangères, de l'Intégration régionale et du Commerce international pour l'île Maurice, et par le Dr Thani bin Ahmed Al Zeyoudi, ministre d'État pour le commerce extérieur, pour les EAU. C'est le premier accord que les EAU concluent avec un pays africain. En 2023, la valeur totale des échanges commerciaux entre Maurice et les Émirats Arabes Unis a atteint 392 MUSD, les exportations de Maurice s'élevant à 135 MUSD et les importations en provenance des Émirats arabes unis totalisant 257 MUSD.

Ouganda

L'inflation franchit la barre des 4 % pour la première fois en un an

En juillet dernier, le rythme de croissance de l'indice des prix à la consommation sur 12 mois a connu en glissement mensuel une légère hausse par rapport à juin 2024 (4 % contre 3,9 %), franchissant ainsi la barre des 4 % pour la première fois depuis juin 2023. Cette hausse s'explique par l'augmentation du coût des transports, des loyers et des services de loisirs. L'inflation sous-jacente a également augmenté par rapport au mois précédent (4 % contre 3,8 %). Selon la Banque centrale, l'inflation devrait encore croître et se situer en moyenne entre 5 % et 5,4 % en fin d'année 2024, avant de se stabiliser autour de la cible des 5 % à partir du second semestre 2025.

Rwanda

Les PME rwandaises vont bénéficier d'un fonds de 36 MUSD de la Banque de développement de l'Afrique de l'Est

La Banque de développement de l'Afrique de l'Est (EADB) a inauguré un fonds de 36 MUSD destiné à financer les petites et moyennes entreprises (PME) rwandaises. Compte tenu de leur contribution substantielle au PIB, le fonds soutiendra jusqu'à 500 PME dans les secteurs de l'agriculture, du transport, du commerce et de la fabrication, en améliorant l'accès au financement et à l'assistance technique. Ce financement permettra de soutenir de nombreuses PME, non encore totalement remises des revers subis lors de la crise de COVID-19 et qui ont vu de nombreuses banques locales leur refuser des prêts parce qu'elles étaient considérées à risque. Le financement sera réalisé par l'intermédiaire de prêteurs locaux tels que la Banque de développement du Rwanda (BRD), *Duterimbere Imf Plc*, *AB Rwanda Plc* et *Letshego Rwanda*.

Le déficit commercial annuel rwandais en hausse de 31 % en glissement annuel

En juin 2024 le déficit commercial rwandais a augmenté de 30,9 % en glissement annuel (g.a), pour atteindre 411,6 MUSD. La valeur des exportations rwandaises a diminué de 0,2 % en g.a tandis que la valeur de ses importations a augmenté de 18,3 %. Entre mai et juin 2024, le déficit s'est aggravé de 13,7 % alors que la valeur des exportations rwandaises diminuait de 21,2 %. La valeur des exportations vers les Emirats Arabes Unis, premier marché du Rwanda, a atteint 107,7 MUSD en juin 2024. Le Rwanda importait 135 MUSD de biens en provenance de la Chine, 130 MUSD du Kenya et 67 MUSD d'Inde. Le déficit commercial rwandais s'explique notamment par la dépréciation du franc rwandais, de 9,3 % en mars 2024 en g.a par rapport au dollar, engendrant une inflation importée.

Seychelles

Accord en vue entre la Chine et les Seychelles pour l'achat de bus électriques et hybrides

Le ministre des Transports Anthony Derjacques a annoncé qu'une délégation des Seychelles se rendra en Chine au mois d'août pour signer un protocole d'accord comprenant l'achat de 22 nouveaux bus électriques et hybrides pour la *Seychelles Public Transport Corporation* (SPTC). Cette annonce s'inscrit dans le cadre du projet d'e-mobilité lancé en novembre 2022 avec l'aide du Fonds pour l'environnement mondial (FEM) et du Programme des Nations unies pour l'environnement (PNUE),

qui a pour but d'atténuer les émissions de gaz à effet de serre en accélérant l'introduction de la mobilité électrique aux Seychelles par le biais des transports publics. En avril dernier, le cabinet des ministres avait déjà approuvé la signature d'un protocole d'accord mondial négocié à la COP28 sur les véhicules moyens et lourds à zéro émission, s'engageant ainsi officiellement à remplacer tous les camions et autobus diesel par des véhicules zéro émission.

Approbation de la nouvelle stratégie du Groupe Banque mondiale aux Seychelles

Le Conseil d'administration du Groupe Banque mondiale (GBM) s'est réuni le mardi 23 juillet pour approuver sa nouvelle stratégie (2025-2029) pour les Seychelles. Les discussions ont permis de rappeler l'importance d'aider l'archipel à catalyser plus de financements privés internationaux tout en renforçant ses services sociaux. La BM a souligné l'importance d'une approche graduelle pour la sortie des Seychelles de la liste des bénéficiaires de la Banque internationale pour la reconstruction et le développement (BIRD). La Banque a insisté sur deux critères : maintenir un accès stable aux marchés financiers internationaux à des taux raisonnables et disposer d'institutions solides pour le développement économique et social. La Banque propose donc de maintenir le pays au sein de la BIRD, via trois objectifs : i) améliorer le climat des affaires pour les PME et les entrepreneurs pour diversifier l'économie au-delà du tourisme et des services financiers, ii) améliorer les résultats de développement humain et iii) améliorer la résilience environnementale et sociale. Par ailleurs, la Banque continuera à appuyer les autorités afin de renforcer leur cadre macroéconomique et diversifier leurs sources de financement, via l'émission d'obligations bleues souveraines.

Soudan

Publication du « *Sudan Focus Report 2024* » par la BAD

La Banque africaine de Développement (BAD) a publié en fin juillet le « *Sudan Focus Report* » pour 2024. Celui-ci dresse un bilan économique et financier du conflit qui persiste depuis avril 2023. Selon le rapport, l'économie s'est contractée de 37,5 % en 2023, soit le plus grand déclin économique de l'histoire du pays. Cette dégradation résulte de la destruction de la capacité de production du pays et du recul des activités économiques et commerciales. La croissance négative est susceptible de continuer en 2024 (-5,9%), en cas de la persistance du conflit. En outre, les estimations préliminaires indiquent que les pertes subies par le Soudan au cours de la première année de la guerre auraient atteint 125 Md USD. Sur le plan financier, le taux d'inflation annuel aurait atteint 245 % en 2023 comparé à 164,6 % l'année précédente, et la livre soudanaise se serait dépréciée de 300 %. En réaffirmant la nécessité du rétablissement de la paix comme prérequis à la restitution de la stabilité macroéconomique, le rapport signale que le Soudan aurait besoin, d'ici 2030, de plus de 24 Md USD, soit l'équivalent de 44 % du PIB, pour financer la transformation de son secteur économique. A cela s'ajoute le coût de la lutte contre le changement climatique, estimé à 25,5 Md MUSD sur la même période. Le Soudan aurait en effet perdu entre 10 % et 15 % de son PIB à cause de l'impact du changement climatique.

Tanzanie

Signature d'un accord pour un projet d'extraction de minerai de fer de 77 MUSD

La *National Development Corporation* (NDC), une société d'État tanzanienne, et la société chinoise *Fujian Hexingwang Industrial* ont signé un accord pour un projet d'extraction de minerai de fer à Maganga Matitu, dans la région de Njombe. Le projet de 77,4 MUSD vise à produire du minerai de fer comme matière première pour l'industrie sidérurgique. Le vice-Premier ministre et ministre de l'Énergie, Doto Biteko, a assisté à la signature de l'accord et a déclaré que le projet stimulerait la croissance économique du pays grâce au développement industriel. Le projet apportera des avantages économiques en créant des emplois et en produisant du fer pour de nombreux projets d'infrastructure. Le Directeur général de la NDC, Nicolaus Shombe, a déclaré que l'opération couvrirait une superficie de 19,63 km² et ferait partie du projet d'extraction de minerai de fer du district de Ludewa.

Inauguration la première ligne ferroviaire moderne SGR entre la principale ville Dar es Salaam et la capitale Dodoma

Le 1^{er} août 2024, la Présidente tanzanienne Samia Suluhu Hassan a officiellement lancé l'exploitation commerciale du chemin de fer électrique à écartement standard (SGR) de 541 km qui relie Dar es Salaam à la capitale Dodoma. A son arrivée à Dodoma, la Présidente Hassan a déclaré que la vitesse accrue de ce train réduirait considérablement les temps de trajet et faciliterait la circulation des marchandises et des personnes à travers toute la Tanzanie. Le train SGR a réduit les coûts de déplacement, réduit le temps de trajet de 60 %, de neuf heures à trois heures et demie. Du 14 juillet 2024 au 28 juillet 2024, le train Dar es Salaam-Morogoro a transporté 160 000 passagers et généré 2,4 B TZS (894 425 USD) de revenus. Le train Dar es Salaam-Dodoma, qui a fonctionné du 28 juillet 2024 au 1^{er} août 2024, a transporté 28 600 passagers et a rapporté 744 M TZS (277 271 USD). Le ministre des transports a indiqué que le gouvernement avait commandé 1 430 wagons de fret, ce qui permettra d'améliorer le transport des marchandises du port de Dar es Salaam vers l'intérieur du pays et les pays voisins enclavés et aiderait à décongestionner le port de Dar es Salaam en transportant 17 M t de marchandises par an.

CONTACTS

Kenya, Somalie, Burundi, Rwanda

Page pays : [Kenya](#) / [Somalie](#) / [Burundi](#) / [Rwanda](#)

Twitter : [DG Trésor Kenya](#)

Contact : Jérôme BACONIN jerome.baconin@dgtrésor.gouv.fr

En collaboration avec l'ambassade de France à Kigali : Quentin DUSSART
quentin.dussart@diplomatie.gouv.fr

Madagascar, Comores, Maurice, Seychelles

Page pays : [Madagascar](#) / [Seychelles](#) / [Maurice](#) / [Comores](#)

Twitter : [DG Trésor Madagascar](#)

Contact : Béatrice ALPERTE beatrice.alperte@dgtrésor.gouv.fr

Ethiopie, Erythrée, Djibouti

Page pays : [Ethiopie](#) / [Djibouti](#) / [Erythrée](#)

Contact : Julien DEFRANCE julien.defrance@dgtrésor.gouv.fr

Ouganda, Soudan du Sud

Page pays : [Ouganda](#) / [Soudan du Sud](#)

Contact : Gregory SIDRAC gregory.sidrac@dgtrésor.gouv.fr

Tanzanie

Page pays : [Tanzanie](#)

Contact : Annie BIRO annie.biro@dgtrésor.gouv.fr

Soudan

Page pays : [Soudan](#)

Contact : Almuiz MOHAMAD almuiz.mohamad@dgtrésor.gouv.fr

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.

Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations :

www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international

Responsable de la publication : Service économique de Nairobi

jerome.baconin@dgtrésor.gouv.fr, heloise.tournoux@dgtrésor.gouv.fr

Rédaction : SER de Nairobi et des SE de l'AEOI

Abonnez-vous : olive.nasibwondikabisa@dgtrésor.gouv.fr